

Crise économique et financière. Mars 2009

Selon la Banque mondiale, les 129 pays en voie de développement vont faire face à un déficit de financement de 270 à 700 milliards de dollars en 2009. Le FMI s'alarme aussi pour l'Afrique, continent le plus démuné.

Selon les prévisions présentées en Conseil des ministres, le déficit public en France devrait atteindre 5,6% du PIB en 2009. Le déficit de l'Etat devrait, lui, atteindre 103,8 milliards d'euros, soit le double des prévisions initiales.

L'économie américaine a détruit 651.000 emplois en février 2009 et le taux de chômage a atteint 8,1%, son plus haut niveau depuis décembre 1983, selon les statistiques officielles.

Les 25 milliards de dollars réclamés en urgence représentent la moitié de l'aide supplémentaire promise chaque année par le G7 et jamais honorée depuis 2005, mais aussi *"la moitié de ce que Madoff a détourné"*, a ironisé [Akere Muna](#), président du Groupe consultatif de l'Union africaine sur la société civile.

"Si l'Afrique avait été responsable de cette crise, le FMI lui aurait sauté à la gorge s'est exclamé [Jakaya Kikwete](#), le président tanzanien. Qu'a-t-il donc fait de son rôle de gendarme ? Le Fonds doit superviser les Etats-Unis et les pays européens et pas seulement les pays en développement. Il ne doit pas y avoir de pays intouchables".

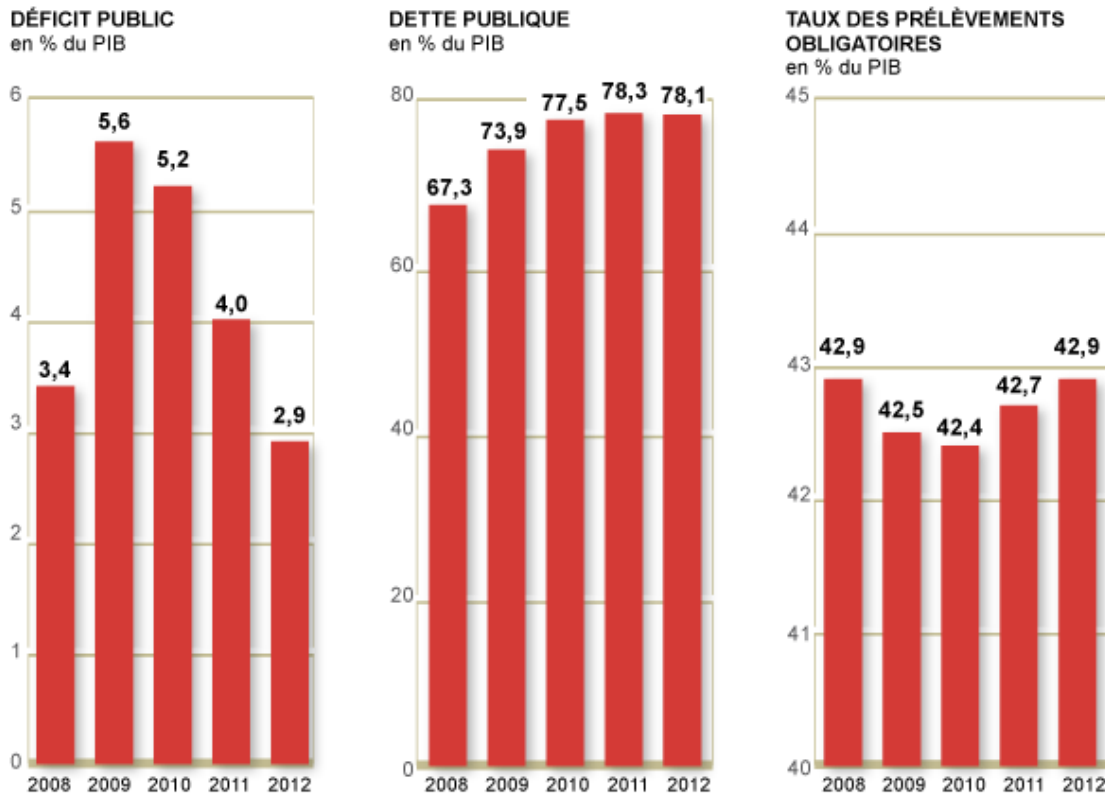
Si les marchés mondiaux étaient plus stables, une mauvaise notation financière ne serait pas aussi préjudiciable. L'Inde finance habituellement son déficit budgétaire sur le marché domestique. Les exportations comptent pour moins d'un tiers dans son PIB, qui s'élève à 1 200 milliards de dollars (950 milliards d'euros), et ses réserves en devises se montent à 250 milliards de dollars. La dégradation de la cote nationale rendrait l'emprunt plus onéreux pour les entreprises indiennes, qui ne sont en général pas mieux notées que leur pays, mais le total des emprunts qu'elles ont contractés vis-à-vis de l'étranger atteint seulement 1,3 milliard de dollars.

Bernard Madoff, soupçonné d'être à l'origine d'une fraude que lui-même estime à 50 milliards de dollars, va plaider coupable de onze chefs d'inculpation, a déclaré son avocat [Ira Lee](#) Sorkin, mardi 10 mars 2009. Cette procédure va permettre d'éviter un procès devant un jury, et le juge émettra directement sa sentence, jeudi, lors de la traduction officielle en justice du financier américain.

Pourtant, ces dernières années, la croissance indienne a été en grande partie financée par des investisseurs étrangers, lesquels ont investi généreusement dans les pays du groupe "BRIC" (Brésil, Russie, Inde, Chine). L'Inde a reçu 25 milliards de dollars en 2008, ce qui a contribué à financer le déficit courant du pays (3 % du PIB) et permis à la croissance nationale d'atteindre 9 %. Les investisseurs se replient vers des zones plus sûres. Les investissements étrangers en Inde ont déjà chuté des deux tiers, et le PIB n'a augmenté que de 5,3 % au cours du dernier trimestre. Si l'Inde devenait le premier pays du groupe BRIC à être déclassé en catégorie spéculative, les défections pourraient encore s'accroître. Certains fonds ne sont autorisés à investir que dans les pays classés dans la catégorie investissement. D'autres pourraient rayer l'Inde de leur liste.

En France

Finances publiques : les dernières prévisions gouvernementales



Source : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

L'annonce du groupe pétrolier TOTAL de licencier 555 poste d'ici 2013 a déclenché un tollé chez les syndicats, le gouvernement et une partie de la classe politique, au regard des bénéfiques records de l'entreprise. Alors que Total a dégagé en 2008 le plus gros profit jamais réalisé par un groupe français, à 13,9 milliards d'euros, le secrétaire d'Etat à l'emploi, [Laurent Wauquiez](#), a jugé "scandaleuse" cette annonce. "Qu'un groupe comme Total (...) ne soit pas capable dans cette période d'avoir un comportement exemplaire en terme d'emploi me reste en travers de la gorge", a-t-il lancé.

Le message que l'Afrique réunie à Dar-es-Salaam a demandé à Dominique Strauss-Kahn de porter au G20 qui se réunira le 2 avril, à Londres : qu'il n'y ait plus deux poids et deux mesures !

Faut-il nationaliser les banques pour les sauver de la faillite et permettre au système de crédit de fonctionner à nouveau ? L'urgence de la crise a déjà tranché en partie le débat, d'abord avec la nationalisation-sauvetage, en février 2008, de la banque [Northern Rock](#) au Royaume-Uni, puis la participation de la puissance publique à la recapitalisation d'établissements bancaires : l'Etat britannique est en passe de détenir 75 % des droits de vote de la [Royal Bank of Scotland \(RBS\)](#) ; 36 % de Citigroup appartiennent désormais à l'Etat américain. En Allemagne, un quart de la Commerzbank est passé sous contrôle de l'Etat, qui envisage des nationalisations forcées de banques en difficulté. En France, il montera à 20 % du nouvel ensemble Caisses d'épargne-Banques populaires... Les Etats-Unis et les Etats européens ont déjà apporté quelque 400 milliards de dollars (316 milliards d'euros) d'argent

public au capital des banques, en grande partie sous forme de capital "dormant" : actions sans droits de vote ou titres de "quasi-fonds propres" rémunérés.

Pour certains économistes, le doute n'est plus permis : le total des pertes enregistrées par les banques a dépassé, à l'échelon mondial, le total de leurs actifs. Le système est de facto en faillite.

Dès lors, quelqu'un doit payer. Les capitaux privés faisant défaut, restent les Etats. Le moment est venu d'admettre que l'entrée de fonds publics au capital des banques ne peut continuer sous la forme de bricolages successifs dictés par l'urgence. Mais qu'il doit relever d'une véritable stratégie, aux objectifs clairement tracés : favoriser le crédit, financer la relance... Cette prise de contrôle doit s'accompagner d'un nouveau partage des pouvoirs, d'une moralisation des comportements des uns et des autres et de règles encadrant la distribution des bénéfices. Tout en fixant les conditions de revente, à terme, au privé, des parts acquises par l'Etat

Actuellement 95% des flux financiers journaliers sont liés à des prises de positions spéculatives, sur les monnaies, sur les matières premières, sur les produits dérivés. Ces prises de positions aller (achat) retour (vente), spéculatives à la baisse ou à la hausse, ne créent aucune valeur et la confrontation de l'offre et de la demande crée la volatilité des matières qui pour le coup sont tout à fait liés à l'activité réelle de l'économie. L'économie financière crée l'instabilité de l'économie réelle, c'est pourquoi, aujourd'hui ce modèle est tant remis en question, son cœur est touché, la financiarisation décriée.

La crise financière était inévitable

Ce système est extrêmement profitable aux segments dominants du capital. Ce n'est donc pas une économie de marché, comme on veut le dire, mais un capitalisme d'oligopoles financiarisés. Cependant, la fuite en avant dans le placement financier ne pouvait pas durer éternellement, alors que la base productive ne croissait qu'à un taux faible.

Cela n'était pas tenable. D'où la dite «bulle financière», qui traduit la logique même du système de placements financiers. Le volume des transactions financières est de l'ordre de deux mille trillions de dollars [en français, 1 trillion = 1 milliard de milliards; en anglais, un trillion = 1000 milliards; l'auteur fait référence ici au sens anglais, NDLR], alors que la base productive, le PIB mondial est de 44 trillions de dollars seulement. Un multiple gigantesque.

Par M. Santi, « Gestion Suisse », 6 novembre 2008

Le commencement de la fin aurait-il sonné pour le marché des dérivés ? Les investisseurs qui tentent avec précipitation de se retirer des fonds spéculatifs (hedge funds) ainsi que la valorisation toujours décroissante de ces actifs laisse effectivement redouter le pire. Ce marché éléphantinesque estimé à 516 Trillions (ou 516 mille milliards) de dollars et représentant 10 fois la valeur de la production de l'ensemble du globe est au bord de l'implosion !

Cette bombe à retardement opaque composée d'équations mathématiques raffinées n'est pas vraiment un marché à proprement parler car elle échappe complètement au contrôle de

tout Etat, régulateur ou autorité de surveillance. Pire encore : ce système est intégralement fondé sur le “gré à gré”, c’est-à-dire sur des accords et contrats privés passés entre deux contreparties, l’acheteur et le vendeur, et représente ainsi un monde parallèle ou, si l’on préfère, un monde de l’ombre... Il suffirait qu’un nombre infime de ces intervenants - le chiffre de 2% seulement est ainsi évoqué ! - n’honore pas ses engagements et le monde de la finance croulerait alors sous le poids d’un gigantesque jeu de dominos !

De fait, un marché digne de ce nom est généralement soutenu - et parfois garanti - par exemple par une banque centrale qui exige des réserves - ou une marge - en contrepartie de la transaction. Rien de tel en l’occurrence dans le marché des dérivés et pour cause puisque ces transactions ne représentent pas du “vrai” argent mais des engagements, des contrats, que du “papier” en quelque sorte ! Ainsi, est-il difficile - voire impossible - de chiffrer la masse totale de ces engagements, le chiffre articulé plus haut de 516 Trillions n’étant que le montant du notionnel annoncé, en d’autres termes le sommet de l’iceberg...

Notre imaginaire collectif est hanté de conflagrations provoquées par les dérivés ces dix dernières années, signe incontestable de la pression intense qui bouillonne dans une marmite dont le couvercle risque d’exploser d’un moment à l’autre en éclaboussant tout le monde au passage. Est-il nécessaire de rappeler la faillite de Barings dues à des pertes de 1.3 milliards de Livres Sterling du trader Leeson ou le traumatisme de LTCM ayant coûté 5 milliards de dollars et qui a failli emporter l’ensemble du château de cartes ?

Le monde de la finance tremble à la perspective de l’éclatement de cette méga bulle, y compris le trader de base qui tente désespérément de liquider une partie de ses positions en produits dérivés mais qui ne trouve pas de contrepartie susceptible de les lui racheter... Il est certainement trop tard à présent pour remettre de l’ordre dans ce marché. De fait, les hedge funds se complaisaient dans cette opacité : ils n’avaient été que 24 sur des milliers à adhérer à un code de conduite délimitant les grandes lignes de leur activité quand le baromètre indiquait encore le beau temps il y a quelques années !

Il est vrai que la marge de manœuvre de cette “industrie” des fonds spéculatifs à effet de levier était inversement proportionnelle au niveau de compréhension de leurs équations dérivées par les banques centrales et autres organismes de régulation. Lors de la nomination de Bernanke, la Réserve Fédérale US - consciente instinctivement du problème potentiel - avait certes effectué des tentatives pour percer les énigmes posées par ces dérivés. Rien n’a été fait cependant pour modérer la croissance de ce que Buffet a qualifié “d’armes financières de destruction massive”... En réalité, le marché des dérivés est tout simplement l’instrument ayant permis au monde de la finance - de la banque du coin aux hedge funds en passant par le simple spéculateur derrière son écran - d’engranger les profits par milliards pendant des années.

Et pour cause, quel instrument formidable car tout - tout ce qui vaut un prix du moins ! - peut être négocié sur le marché des dérivés. De fait, un dérivé est un contrat qui porte sur “quelque chose d’autre” et ce quelque chose peut être absolument tout ce dont la valeur peut être observée et mesurée... Il vous est ainsi possible d’acheter un dérivé sur la maison de votre voisin et de toucher une prime si elle venait à brûler, en d’autres termes de vous enrichir si une maison ne vous appartenant pas prend le feu !

Ainsi, le seul marché des dérivés sur obligations et autres instruments de crédit vaudrait 58 Trillions de dollars, chiffre qui ne peut être qu'approximatif du fait de l'explosion des volumes à cause d'une réglementation déficiente. Le cœur du système bat cependant au rythme des "Credit Derivative Swaps" (les CDS) qui sont en réalité des assurances contractées contre le risque de défaut de paiement d'un émetteur d'obligation. Comme pour l'exemple de la maison, il n'est pas nécessaire de posséder concrètement le papier-valeur pour acheter une assurance vis-à-vis du défaut de paiement de l'émetteur de ce même papier-valeur ! Pour autant, - et c'est précisément ce qui risque de faire implorer le système - ces assurances ont de moins en moins de valeur par les temps qui courent, quand elles en ont encore une... Effectivement, quelle institution serait-elle capable d'honorer ses engagements sur CDS dans un environnement où les banques, institutions financières et émetteurs d'obligations d'une manière générale risquent la faillite - et de fait tombent parfois en faillite ?

Buffet - encore lui - reconnaissait qu'il n'investissait que dans ce qu'il comprenait. Une blague avait cours il y a quelques années à Wall Street, au temps de sa splendeur : " Si vous voulez parier, allez à Las Vegas. Si vous voulez traiter les dérivés, que Dieu vous protège".

Exposition des banques US aux produits dérivés (août 2008)

Colonne Derivatives : Notionnel en milliers de dollars. Oui, le montant pour la JP Morgan se lit bien 90 Trillions. Soit 90 000 milliards de dollars.

En guise de conclusion : Le tribunal du travail de Berlin-Brandebourg a confirmé, lundi 23 février 2009, en deuxième instance, le licenciement sans préavis en janvier 2008 d'une caissière de supermarché pour avoir détourné 1,30 euro. Barbara E. est accusée par la chaîne de supermarchés Kaiser's d'avoir utilisé à son profit deux bons d'un montant de 48 et 82 centimes, obtenus en échange de bouteilles consignées et oubliés par un client dans le supermarché de l'est berlinois où elle travaillait...

Compilation de divers médias.